Christelle Patin, *Ataï, un chef kanak au musée. Histoires d'un héritage colonial*

Thierry Bonnot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/37787>

DOI : 10.4000/lhomme.37787

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 14 octobre 2020

Pagination : 341-343

ISBN : 978-2-7132-2838-4

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Thierry Bonnot, « Christelle Patin, *Ataï, un chef kanak au musée. Histoires d'un héritage colonial* », *L'Homme* [En ligne], 234-235 | 2020, mis en ligne le 14 octobre 2020, consulté le 04 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/37787> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.37787>

CE LIVRE imposant et important est issu de la thèse de Christelle Patin, soutenue en 2014 sous la direction d'Alban Bensa, qui signe ici la préface. L'ouvrage est foisonnant par le volume des sources exploitées, le nombre des sujets abordés et la richesse de l'iconographie, attestant de l'ambition de ce modèle d'enquête pluridisciplinaire, au croisement des sciences biologiques et des sciences sociales, tout en mobilisant les savoirs et les méthodes de l'anthropologie et de l'histoire. Christelle Patin a su valoriser des documents inédits et des archives privées, sous différents angles, de la sémantique au droit, de l'étude des discours officiels à celle de l'opinion publique, en passant par les techniques liées à la conservation et au transport des corps.

L'histoire que nous raconte méticuleusement l'auteure peut être rapidement résumée. En septembre 1878, le chef kanak Ataï est tué lors de la répression, par les Français, d'une révolte en Nouvelle-Calédonie. Décapité, sa tête et d'autres restes corporels sont acheminés en France en 1879. Ces restes et leurs moulages sont exposés à Toulouse en 1884, ainsi qu'à l'Exposition universelle de Paris en 1889, avant de connaître une longue période d'oubli, intégrés aux collections de la Société d'anthropologie de Paris, puis du Musée de l'Homme. En 2011, le crâne d'Ataï est « retrouvé » (sans vraiment avoir été perdu), et enfin restitué à son clan d'origine en septembre 2014. Évidemment, cette linéarité simplificatrice ne rend pas compte de la complexité des enjeux et l'un des principaux mérites de Christelle Patin est de mettre en œuvre une véritable méthode biographique, qui brise la continuité chronologique pour mieux restituer le feuilleté des temporalités, s'attardant sur les accidents de parcours, les moments de silence et d'immobilité, les perceptions situées, dans une perspective

pragmatique revendiquée. C'est un enchevêtrement d'histoires dans lequel nous plonge ce livre passionnant : l'histoire des sciences, l'histoire coloniale et celle de la décolonisation, l'histoire des musées, l'histoire des économies morales du corps.

L'itinéraire des restes d'Ataï s'inscrit dans la problématique plus large de la collecte des restes humains dans l'empire colonial français. Le chef kanak, dont le corps devint rapidement « un cadavre éminemment politique » (p. 131), ne fut pas un cas isolé dans le cadre de la répression coloniale en Nouvelle-Calédonie. Les chasses à l'homme y étaient rémunérées sur présentation de la tête, pour éviter les tromperies sur le genre et l'âge de l'individu abattu. La collecte des restes humains faisait partie intégrante de la politique coloniale d'accaparement, comme le montre bien le livre, dans un contexte où anthropologie physique, médecine et armée participaient d'un même projet de légitimation de la conquête par la preuve « scientifique » de la supériorité de la race blanche. L'association féconde de l'anthropologue et du médecin militaire perdurera jusqu'au milieu du ^{xx}e siècle. Le récit de la collecte et du don des restes d'Ataï est restitué à travers une très vaste galerie de portraits des différents acteurs de cette affaire (les médecins Ponty, Dulisouet, Broca...), sans négliger le rôle décisif de la Société d'anthropologie de Paris, ni les réseaux familiaux et professionnels où Christelle Patin trouve des explications convaincantes au déroulement des carrières individuelles. Elle souligne l'implication de certains intermédiaires oubliés, sans dissimuler les lacunes archivistiques qui maintiennent un certain flou sur l'acquisition des restes d'Ataï par le médecin de marine Pierre-Just Navarre, personnage-clé de toute cette histoire (p. 123). Son livre permet d'articuler ce « moment propice » de la collecte des restes

avec celui, plus récent, de la réinvention d'Ataï comme héros anticolonial. Car, si le chef Ataï fut considéré comme l'un des personnages centraux de l'insurrection kanak dès son exécution, ce n'est qu'à la fin des années 1960 qu'il devint une sorte d'« icône de la libération d'un peuple aliéné » (p. 369). On doit cette construction du héros d'abord au travail, plutôt confidentiel, du prêtre Apollinaire Ataba en 1965¹, puis à celui de Roselène Dousset-Leenhardt qui publie en 1969 *Colonialisme et contradictions*², où elle parle d'Ataï comme du « Vercingétorix de l'insurrection de 1878 ».

La révolte de 1878 n'est pas le sujet du livre de Christelle Patin, mais en est cependant l'événement originel, objet d'une analyse rigoureuse dans la première partie. L'auteure montre comment les Français furent surpris par la rébellion menée par des autochtones auparavant perçus comme pacifiques, ces « canaques » – pour reprendre la graphie de l'époque – dont la brutalité désormais révélée encouragea certains à appeler dans la presse nationale à une « guerre d'extermination » dans un véritable conflit racial (p. 197). Restituer les débats parlementaires de 1878 concernant l'insurrection permet de comprendre en quoi, selon les contempteurs de la répression, la révolte avait été surévaluée et amplifiée médiatiquement par le pouvoir, afin de justifier la férocité de son écrasement. Dans ce contexte, le statut de « grand chef de guerre » donné à Ataï visait surtout à légitimer, sur le moment, son exécution. Comme souvent en pareille situation, il fallait désigner un meneur, un chef de l'insurrection, pour mieux pouvoir mater celle-ci en neutralisant celui-là. Ce fut Ataï, dont on connaît finalement assez mal le rôle dans le soulèvement. Il était un chef parmi d'autres, peut-être l'un des instigateurs initiaux de la révolte, en aucun cas le commandant en chef de l'ensemble des kanaks révoltés. Mais l'identifier comme tel permettait aux militaires français de faire de sa mort l'événement marquant la fin du conflit – ce qui ne fut pas le cas, puisque la rébellion s'étendit et se poursuivit en Nouvelle-Calédonie plusieurs mois après la mort d'Ataï. « L'important était de croire à l'efficacité du

symbole de ce chef unique, enfin maîtrisé », souligne Christelle Patin (p. 200).

Toutefois, ce n'est pas l'importance de l'action politique et militaire du chef Ataï qui en fit, dès 1878 et 1879, un personnage connu du public français, mais sa qualité de double symbole, à la fois figure de la révolte indigène et victime de la violence du pouvoir colonial. Expression emblématique de la brutalité de l'oppression, sa décapitation scandalisa par sa barbarie, indigne d'un pays se voulant civilisé. L'analyse d'un corpus d'articles de presse de décembre 1878 (pp. 206-220) montre que l'événement n'avait rien d'anodin à l'époque, même si ceux appelant à la pitié et à la charité furent minoritaires. La suite de l'histoire est celle de la fluctuation du statut des restes du chef Ataï, après leur arrivée en métropole, entre trophée de guerre et objet de science, sans réelle étanchéité entre les deux catégories. Plus qu'une indécision originelle, Christelle Patin y voit une double lecture, même si Ataï ne pouvait pas, selon les spécialistes, incarner le type « nègre océanien » (p. 239) contrairement à son compagnon, le sorcier Andja (ou Meche), tué en même temps que lui.

La troisième partie de l'ouvrage s'ouvre sur une pertinente mise en perspective du dossier Ataï dans le cadre contemporain des questions liées aux restes humains et à leurs catégorisations muséales. Le flou catégoriel est bien illustré par différents autres exemples, comme ceux des crânes

1. Cf. Père Apollinaire Anova-Ataba, *Histoire et psychologie des Mélanésien*, Paris, Institut catholique de Paris, mémoire de seconde année de licence en sciences sociales, 1965. Un extrait, intitulé « Deux exemples de réflexions mélanésiennes : 1. L'insurrection des Néo-Calédoniens de 1878 et la personnalité du grand chef Ataï », a été publié dans le *Journal de la Société des océanistes*, 1969, 25 : 201-219 (en ligne : https://www.persee.fr/doc/jso_0300-953x_1969_num_25_25_2260).

2. Cf. Roselène Dousset-Leenhardt, *Colonialisme et contradictions. Étude sur les causes socio-historiques de l'insurrection de 1878 en Nouvelle-Calédonie*, Paris-La Haye, Mouton & C^{ie}, 1969 (« Le Monde d'Outre-mer passé et présent – École pratique des hautes études, 6^e section, Essais » 10).

de Descartes et de Cro-Magnon, ou par quelques polémiques, notamment à propos de l'exposition *Our Body* (2008-2009 en France). Les problèmes posés par ces différents cas ne sont pas les mêmes (considérations éthiques, risques pour l'intégrité de l'objet, conditions techniques de conservation...), mais tournent tous autour de la perception des corps et de leur matérialité. La muséographie est également très politique, comme on le voit (pp. 293 *sqq.*) à travers l'évolution du texte des cartels. Concernant les restes humains, la référence au donateur et aux acteurs de l'acquisition a récemment disparu, pour octroyer une certaine autonomie à l'objet scientifique et effacer les conditions politiques et militaires dans lesquelles il a intégré les collections.

Après 130 ans d'oubli, le crâne d'Ataï resurgit en 2011, événement annoncé par certains comme une redécouverte, alors que l'enquête de Christelle Patin, fondée sur les témoignages des responsables des collections, montre que le crâne avait toujours été localisé et identifié. Mais un certain silence et une grande inertie institutionnels avaient régné autour de ce vestige, au moment où s'enflammaient les revendications autochtones des années 1970-1980. Les « événements » de 1984-1986 en Nouvelle-Calédonie, les accords de Matignon en 1988 et la reconnaissance croissante de la figure d'Ataï comme « héros kanak » faisaient de la détention de son crâne un enjeu majeur. La pseudo-redécouverte suscita logiquement la procé-

dure de sa restitution, le sénat coutumier ayant déjà effectué une demande de localisation en 2003, étape préalable au retour des objets culturels kanaks prévu par les accords de Nouméa (1998). Dans un contexte global favorable aux restitutions, après avoir rendu à l'Afrique du Sud les restes de Saartjie Baartman, la « vénus hottentote », en 2002, ainsi que les Toi Mokos maoris, en 2012, à la Nouvelle-Zélande, la France prépara, en 2014, le retour des crânes d'Ataï et de Meche en Nouvelle-Calédonie. Une cérémonie fut organisée au Muséum national d'histoire naturelle le 28 août 2014, le crâne regagnant le territoire néo-calédonien le 1^{er} septembre de la même année, avant d'être remis au clan Daweri après un an de deuil.

Nul doute que cet ouvrage fera date, tant le cas d'Ataï cristallise un ensemble de problèmes très actuels, majeurs pour les sciences humaines, concernant l'éthique du traitement des corps, la mémoire coloniale, le rôle des musées, le statut de certaines collections et la restitution des objets spoliés. L'histoire mouvementée de la tête d'Ataï constitue le fil rouge du livre, mais celui-ci veut aussi insister, à travers une multitude d'autres cas, sur la nécessité de développer des recherches spécifiques sur les restes humains, qui confrontent les collections anthropologiques des institutions muséales françaises à la problématique particulièrement aiguë de la violence coloniale.

Thierry Bonnot